

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

BUDGET

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements généraux

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2023-2024	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
<u>G01</u>	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	MEIE
<u>G02</u>	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	MEIE
<u>G03</u>	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.	MEIE
<u>G04</u>	Conférences de presse, événements	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.	MEIE
<u>G05</u>	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.	MEIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2023-2024	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
<u>G06</u>	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>	MEIE
<u>G07</u>	Appels d'offres publics	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>	MEIE
<u>G08</u>	Consultants externes	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :</p> <p>a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.</p>	MEIE
<u>G09</u>	Développements informatiques	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.</p>	MEIE
<u>G10</u> <u>Nouvelle</u>	Hébergement de données	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <p>a) les coûts estimés par année; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.</p>	MEIE
<u>G11</u>	Dépenses diverses	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.</p>	MEIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2023-2024	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
<u>G12</u>	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.	MEIE
<u>G13a</u>	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;	MEIE
<u>G13b</u>	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;	MEIE
<u>G13c</u>	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	MEIE
<u>G13d</u>	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	MEIE
<u>G13e</u>	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	MEIE
<u>G13f</u>	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	MEIE
<u>G13g</u>	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	MEIE
<u>G13h</u>	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	MEIE
<u>G13i</u>	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	MEIE
<u>G13j</u>	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	MEIE
<u>G13k</u>	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	MEIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2023-2024	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
<u>G13l</u>	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	MEIE
<u>G13m</u>	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre d'employés permanents et temporaires;	MEIE
<u>G13n</u>	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;	MEIE
<u>G13o</u>	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	MEIE
<u>G13p</u>	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;	MEIE
<u>G13q</u>	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	MEIE
<u>G14a</u>	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	MEIE
<u>G14b</u>	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	MEIE
<u>G14c</u>	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	MEIE
<u>G15</u>	Baux	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	MEIE
<u>G16</u>	Actifs immobiliers excédentaires	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	MEIE
<u>G17</u>	Aménagement	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	MEIE
<u>G18</u>	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	MEIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2023-2024	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
<u>G19</u>	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	MEIE
<u>G20</u>	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024.	MEIE
<u>G21</u>	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2023-2024.	SCT
<u>G22</u>	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.	SCT
<u>G23</u>	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	MEIE
<u>G24</u>	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	MEIE
<u>G25</u>	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	MEIE
<u>G26</u>	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.	MEIE
<u>G27</u>	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	MEIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2023-2024	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
<u>G28</u>	Adjoints parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.	MEIE
<u>G29</u>	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	SCT
<u>G30</u>	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.	SCT
<u>G31</u>	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.	MEIE
<u>G32</u>	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	SCT
<u>G33</u>	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	MEIE
<u>G34</u>	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	MEIE
<u>G35</u>	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	MEIE
<u>G36</u>	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	MEIE
<u>G37</u>	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	SCT
<u>G38</u>	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	MEIE
<u>G39</u>	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	SQRC
<u>G40</u>	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	SCT
<u>G41</u>	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	SCT
<u>G42</u>	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	MEIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2023-2024	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
<u>G43</u>	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.	MEIE
<u>G44</u>	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	MEIE
<u>G45</u>	Compensation Émissions de gaz à effet de serre	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	MEIE
<u>G46</u>	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1 ^{er} octobre 2018.	MEIE
<u>G47</u> <u>Nouvelle</u>	Plan d'action Personnes handicapées 2021-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.	MEIE
<u>G48</u>	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.	MEIE
<u>G49</u>	Occupation et vitalité des territoires 2018-2022	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.	MEIE
<u>G50</u>	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	MEIE
<u>G51</u>	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	SCT
<u>G52</u>	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	MEIE
<u>G53</u>	Soutien employés - santé mentale	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	MEIE
<u>G54</u> <u>Nouvelle</u>	Contrats McKinsey	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.	MEIE
<u>G55</u> <u>Nouvelle</u>	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.	MEIE
<u>G56</u>	Rémunération des stages	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.	MEIE
<u>G57</u> <u>Nouvelle</u>	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.	MEIE
<u>G58</u> <u>Nouvelle</u>	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.	MEIE
<u>G59</u>	Dépenses supplémentaires COVID-19	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.	MEIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2023-2024	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
<u>G60</u>	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42 ^e législature.	MEIE
<u>G61</u>	Amendes perçues 5 dernières années	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	MEIE
<u>G62</u> <u>Nouvelle</u>	Contrats sous-traitance	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	MEIE
<u>G63</u> <u>Nouvelle</u>	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	MEIE
<u>G64</u> <u>Nouvelle</u>	Actifs possédés meubles et immeubles	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	MEIE
<u>G65</u> <u>Nouvelle</u>	Coûts de système	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	MEIE
<u>G66</u>	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	MEIE
<u>G67</u>	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	MEIE
<u>G68</u>	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	MEIE
<u>G69</u>	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	MEIE
<u>G70</u>	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	MEIE
<u>G71</u>	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	MEIE
<u>G72</u>	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	MEIE
<u>G73</u>	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.	MEIE
<u>G74</u>	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	MEIE
<u>G75</u>	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	MEIE
<u>G76</u>	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	MEIE
<u>G77</u>	Plan d'action en économie numérique 2016-2021	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	MEIE
<u>G78</u>	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	MEIE
<u>G79</u>	Plan d'action - relance des exportations	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	MEIE
---		<u>Renseignements généraux - Secteur Énergie</u>	MRNF

Question **01**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
1	2022-04-24 2022-04-29	Orlando (États-Unis)	Promouvoir le secteur québécois des drones, rencontrer des représentants d'entreprises, de grappes industrielles, de crèreaux d'excellence et de sites d'essais de ce secteur, et faire le point sur l'évolution de l'industrie mondiale des drones. Le Salon Xponential 2022 est l'un des événements les plus importants de l'industrie des drones à l'échelle mondiale.	2 640	Stephan Fogaing (Conseiller)
2	2022-04-26 2022-04-28	Yorktown (États-Unis)	Poursuivre les négociations quant aux contributions et finaliser le State of Work (SOW) Opérations à la suite de la signature du contrat entre Plateforme d'Innovation Numérique et Quantique (PINQ) et IBM.	415	Daria Riabinina (Directrice)
3	2022-05-20 2022-05-26	Davos (Suisse)	Participer au Forum économique mondial Davos 2022.	8 303	Pierre Fitzgibbon (Ministre) Mario Gebrayel (Conseiller économique)
4	2022-05-28 2022-06-03	Hanovre (Allemagne)	Participation à la foire Hannover Messe 2022 avec comme objectifs d'assurer un accompagnement en expertise de transformation numérique à l'adjointe parlementaire (M ^{me} Chassé) qui agira comme cheffe de mission de la délégation québécoise, d'assurer une veille technologique et concurrentielle, et de soutenir les efforts d'identification de partenariats et collaborations stratégiques.	11 815	Pierre Dessureault (Conseiller) Marie-Chantal Chassé (Adjointe parlementaire) Jeanne Oliver (Conseillère politique)
5	2022-06-06 2022-06-10	Chicago (États-Unis)	Recueillir de l'information stratégique de grande valeur sur l'industrie mondiale de l'aluminium et maintenir l'expertise sectorielle du MEIE.	2 515	Peter Edwards (Conseiller)
6	2022-06-10 2022-06-17	San Diego (États-Unis)	Coordonner et participer à la mission ministérielle BIO 2022. Cette mission permettra de renforcer le rayonnement du secteur québécois des sciences de la vie à l'international, faciliter les occasions d'affaires auprès d'investisseurs et de partenaires de recherche, ainsi que de susciter des projets d'implantation, de recherche et d'investissements au Québec.	14 757	Vanessa Claveau (Directrice) Ivan Léal (Conseiller) Dominique David (Conseillère)
7	2022-06-11 2022-06-17	Amsterdam (Pays-Bas) Paris (France)	Échanger sur les pratiques et façons innovantes de développer les technologies quantiques à l'échelle nationale; entamer des discussions visant à mettre en place des appels de projet internationaux et explorer la possibilité d'établir des protocoles d'entente. Faire la promotion des zones d'innovations Sherbrooke quantique et Technum ainsi que de l'accélérateur de découverte IBM.	3 388	Nicolas Doiron-Leyraud (Conseiller)

Question **01**

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
8	2022-06-11 2022-06-17	Paris (France)	Participer aux salons Viva Technology et Eurosatory.	2 098	Lucie Lecours (Ministre déléguée) Michel Philibert (Directeur de cabinet)
9	2022-06-12 2022-06-15	San Diego (États-Unis)	Participer à la mission ministérielle BIO 2022.	2 175	Hughes Beaulieu (Conseiller politique)
10	2022-06-20 2022-06-25	Paris (France)	Participer à la 72 ^e rencontre des participants de l'Accord sectoriel relatif aux crédits à l'exportation d'aéronefs civils (Aircraft Sector Understanding ou ASU).	3 417	Nadia Lemzoudi (Conseillère)
11	2022-06-20 2022-06-23	Toronto (Canada)	Assister à Collision 2022 à Toronto.	3 041	Pierre Fitzgibbon (Ministre) Alexandre Ramacieri (Directeur de cabinet)
12	2022-06-20 2022-06-24	Mexico (Mexique)	Participer à la mission économique au Mexique.	2 789	Lucie Lecours (Ministre déléguée) Jonathan Guay (Conseiller politique)
13	2022-06-20 2022-06-25	Berlin (Allemagne)	Participer à la réunion du Conseil du réseau CORNET et à la journée Innovation afin de renforcer les liens avec nos vis-à-vis des ministères étrangers, de positionner le Québec comme étant un partenaire de premier plan en recherche et innovation et de faciliter l'implication des entreprises et des chercheurs du Québec dans des projets en recherche et en innovation internationaux.	3 437	Pierre-Philippe Couture (Conseiller)
14	2022-06-20 2022-06-25	Ottawa (Canada)	Participer à la deuxième ronde de négociation d'un accord de libre-échange complet entre le Canada et le Royaume-Uni.	2 985	Jean-François Raymond (Directeur général) Myriam Rochette (Conseillère) Simon Paquet (Conseiller)
15	2022-07-15 2022-07-22	Londres (Royaume-Uni)	Organiser et participer à la mission ministérielle au salon Farnborough 2022, incluant l'accompagnement du ministre (rencontres préparatoires avec les industriels, prospection d'entreprises étrangères, présence au kiosque du Québec). Promouvoir le secteur aérospatial québécois.	25 990	David Bahan (Sous-ministre) Jean-Marc Rochon (Conseiller) Guillaume Bégin (Conseiller) Camille Julien (Conseillère) Virginie Fortin (Conseillère politique)
16	2020-09-16 2022-09-22	Herrsching am Ammersee (Allemagne)	Participer au Sommet scientifique du réseau international RLS-Sciences.	3 639	Véronique Baril (Conseillère)
17	2022-09-20 2022-09-22	Ottawa (Canada)	Participer à la rencontre du C-Commerce.	1 632	Thierry Uhel-Gagnon (Conseiller) Maxence Messier (Conseiller)
18	2022-09-23 2022-10-03	Düsseldorf (Allemagne)	Participer à Aluminium Düsseldorf en Allemagne et visites industrielles. Il s'agit de l'événement par excellence de l'industrie mondiale de l'aluminium. Cette foire commerciale constitue un lieu de rencontre privilégié pour tous les maillons de la chaîne de valeur. Environ 27 000 visiteurs et professionnels originaires de partout dans le monde y convergent.	3 720	Jennifer Truchon (Conseillère)

Question **01**

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
19	2022-10-11 2022-10-13	Charlottetown (Canada)	Visiter les installations du premier centre canadien de formation du CASTL pour permettre d'avoir une visibilité sur les étapes à venir à Montréal, et d'établir un point de comparaison. Le MEIE a investi 2 M\$ dans un futur centre de formation en biofabrication qui sera établi à Montréal. Le projet est mené par l'organisme CASTL à L'Île-du-Prince-Édouard.	1 150	Brigitte St-Denis (Conseillère)
20	2022-10-15 2022-10-22	Bruxelles (Belgique) Paris (France)	Participer à la réunion du Comité mixte de coopération scientifique et technologique (CMCST) Canada-Union européenne qui aura lieu le 18 octobre 2022 à Bruxelles, afin de présenter les opportunités de collaborations en recherche et innovation (RI) avec le Québec. Rencontrer les responsables des Grands Défis en France, en préparation de l'année franco-québécoise de l'innovation.	4 909	Marco Blouin (Directeur général)
21	2022-10-22 2022-10-26	Boston (États-Unis)	Participer à la mission commerciale MedTech Conference : développer et mettre à jour les connaissances sectorielles dans le domaine des technologies médicales en assistant aux conférences, aux visites organisées et aux rencontres bilatérales. Faire la promotion du secteur des sciences de la vie du Québec et de la Stratégie québécoise des sciences de la vie (SQSV).	5 025	Vanessa Marsan (Conseillère)
22	2022-10-24 2022-10-25	Ottawa (Canada)	Présenter des données nationales sur la collaboration université-entreprise et discuter des politiques provinciales. Avec le soutien du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), Statistique Canada et le réseau EECOLE de l'OCDE mettre en œuvre une étude sur la dynamique de l'innovation territoriale au Canada, du point de vue de la collaboration université-entreprise.	304	Louise Simard (Conseillère)
23	2022-10-24 2022-10-27	Kingston (Canada)	Participer à une formation sur la stratégie commerciale canadienne pour la région indo-pacifique.	1 665	Thierry Uhel-Gagnon (Conseiller) Simon Paquet (Conseiller)
24	2022-11-01 2022-11-03	Saint-Jean N.B. (Canada)	Participer à la réunion annuelle fédérale-provinciale-territoriale des directeurs généraux sur l'investissement direct étranger (IDE).	1 393	Catherine Boivin (Directrice)
25	2022-11-04 2022-11-13	Charm el-Cheikh (Égypte)	Participer à la COP27.	15 120	Pierre Fitzgibbon (Ministre) Alexandre Ramacieri (Directeur de cabinet)
26	2022-11-07 2022-11-09	Ottawa (Canada)	Représenter le Ministère au Sommet de l'aérospatiale canadienne 2022, la plus importante activité du secteur aérospatial canadien.	1 289	Jean-Marc Rochon (Conseiller) Stephan Fogaing (Conseiller)
27	2022-11-07 2022-11-11	Londres (Royaume-Uni)	Participer à la rencontre bilatérale entre le Canada et le Royaume-Uni sur les opportunités de collaboration en développement de technologies quantiques, dans le cadre du déploiement de la Stratégie quantique canadienne. Rencontrer les acteurs-clés du déploiement de la stratégie quantique britannique.	3 859	Daria Riabinina (Directrice)

Question **01**

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
28	2022-11-08 2022-11-10	New-York (États-Unis)	Participer à la rencontre organisée par IBM avec ses partenaires et Hub IBM, à la suite de la signature du contrat entre Plateforme d'Innovation Numérique et Quantique du Québec (PINQ2) et IBM le 14 avril 2022. IBM travaille étroitement avec PINQ2 et le gouvernement du Québec pour la mise en place et le déploiement de l'accélérateur de découverte.	1 425	Nicolas Doiron-Leyraud (Conseiller)
29	2022-11-16 2022-11-19	Paris (France)	Participer à la 73 ^e rencontre des participants de l'Accord sectoriel relatif aux crédits à l'exportation d'aéronefs civils (Aircraft Sector Understanding ou ASU).	2 370	Nadia Lemzoudi (Conseillère)
30	2022-11-27 2022-12-02	Ottawa (Canada)	Participer à la 4 ^e ronde de négociation Canada-Royaume-Uni.	3 792	Jean-François Raymond (Directeur général) Frédéric Legendre (Directeur) Nadia Lemzoudi (Conseillère) Myriam Rochette (Conseillère)
31	2022-12-07 2022-12-09	Toronto (Canada)	Participer à la réunion annuelle du Comité du commerce intérieur.	2 657	Richard Masse (Sous-ministre adjoint) Marie-Andrée Marquis (Conseillère) Jonathan Guay (Conseiller politique)
32	2023-01-10 2023-01-13	Ottawa (Canada)	Participer à la rencontre du C-Commerce.	2 101	Jean-François Raymond (Directeur général) Frédéric Legendre (Directeur) Myriam Rochette (Conseillère) Simon Paquet (Conseiller)
33	2023-01-13 2023-01-21	Davos (Suisse)	Assister à la mission Davos.	4 685	Pierre Fitzgibbon (Ministre) Mario Gebrayel (Conseiller économique)
Total				150 500	

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/reenseignements-relatifs-aux-dependes/>.

En ce qui concerne la sous-question **f)**, l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45 des Renseignements généraux.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question **02**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (cabinet de Pierre Fitzgibbon)

Date du voyage	Itinéraire	But du déplacement	Coût (\$)
2022-04-03 au 2022-04-04	Montréal - Baie-Comeau - Sept-Îles - Îles-de-la-Madeleine - Québec - Montréal	Conférence de presse concernant le Centre d'expérimentation et de développement en forêt boréale.	5 917
2022-05-16 au 2022-05-17	Montréal - Îles-de-la-Madeleine - Sept-Îles - Wabush - Sherbrooke - Montréal	Conférence de presse concernant une annonce importante de minerai de fer Québec pour la Côte-Nord et inauguration de la phase 2 de la mine du Lac Bloom.	8 323
2022-06-20 au 2022-06-21	Montréal - Sherbrooke - Val-d'Or - Toronto - Québec - Montréal	Annonce concernant l'entreprise Kruger et conférence de presse pour faire le point sur le déploiement des zones d'innovation au Québec.	5 835
2022-07-13	Québec - Montréal - Alma - Montréal - Québec	Annonce concernant l'usine d'Alma Rio Tinto.	4 945
2022-11-24	Québec - Chibougamau - Montréal	Annonce inauguration de la scierie Bois d'œuvre cri (Cree Lumber Partnership).	3 000
Total			28 020

Ministre déléguée à l'Économie (cabinet de Lucie Lecours)

Date du voyage	Itinéraire	But du déplacement	Coût (\$)
2022-03-20 au 2022-03-21	Montréal - Val-d'Or - Montréal	Tournée dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, conférences de presse concernant la décontamination du Lac Osisko, le Centre bénévolat de la Vallée de l'or et l'entreprise Meglab.	4 523
2022-05-16 au 2022-05-17	Montréal - Bonaventure - Gaspé - Sept-Îles - Baie-Comeau - Montréal	Déjeuner-causerie à la Chambre de commerce de la Baie-des-Chaleurs, dîner-causerie dans le cadre de la tournée Accès entreprise Québec et conférence de presse concernant le Géoparc de Percé.	8 716
2022-05-17 au 2022-05-18		Déjeuner-causerie à la Chambre de commerce de Sept-Îles, conférence de presse concernant le Cégep de Sept-Îles et dîner-causerie à la chambre de commerce de Baie-Comeau.	
Total			13 239¹

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-dependances/frais-de-deplacement/>

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits dans chacun des tableaux peut ne pas correspondre au total.

Question **03**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.

Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/publicite-et-promotion/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Question **04**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Réponse :

Type d'événement	But visé par l'annonce (entreprise ou organisme concernés)	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Conférence de presse	Osisko	Sonorisation	Témabex	195
Conférence de presse	Recyclage Lithion	Sonorisation	Duoson	937
Conférence de presse	Plancher PG	Sonorisation	MTESS	1 103
Conférence de presse	LOOP Mission	Sonorisation	Duoson	1 283
Conférence de presse	Coopérative des Pêcheurs de Cap Dauphin – frais d'annulation	Sonorisation	L'Île imagin'air	350
Conférence de presse hybride	Prévost	Impression	Stampa	144
Conférence de presse hybride	Prévost	Impression	Stampa	187
Conférence de presse hybride	Prévost	Sonorisation	MTESS	7 429
Conférence de presse	Solutions usinage	Sonorisation	Duoson	1 068
Conférence de presse hybride	Lancement Produits du Québec/Bestar	Sonorisation	MTESS	5 611
Conférence de presse hybride	Lancement Produits du Québec/Bestar	Impression	Stampa	462
Conférence de presse	Vitam	Sonorisation	Les Arts de la scène	731
Conférence de presse	OTN – Offensive de transformation numérique	Sonorisation	LSM	2 976
Conférence de presse	A3 Surfaces	Sonorisation	LSM	901
Conférence de presse	Nouveau pavillon UQTR	Sonorisation	Duoson	877
Conférence de presse	La table ronde, Collectif pour l'essor de la gastronomie	Production vidéo événementielle	Fairmont – le Château Frontenac	2 251
Conférence de presse	Polycor	Sonorisation	MTESS	1 072

Question **04**

Suite

Réponse :

Type d'événement	But visé par l'annonce (entreprise ou organisme concernés)	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Conférence de presse	Polycor	Impression	Stampa	155
Conférence de presse	Duvaltex	Sonorisation	MTESS	1 186
Conférence de presse	Cégep de Victoriaville - Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA)	Sonorisation	Duoson	838
Conférence de presse	Coopérative des Pêcheurs de Cap Dauphin	Sonorisation	L'Île imagin'air	1 050
Conférence de presse	Fortress – frais d'annulation	Sonorisation	Perfecson	820
Conférence de presse	Décontamination terrains – Ville de Delson	Sonorisation	Duoson	663
Conférence de presse	Imprimerie Marquis Gagné	Sonorisation	Duoson	839
Conférence de presse	Cégep Sept-Îles	Sonorisation	Disco Flash	1 066
Conférence de presse	IRCM	Sonorisation	Duoson	994
Conférence de presse	Altrum	Sonorisation	MTESS	1 182
Conférence de presse	Cégep de Trois-Rivières/CMQ	Sonorisation	Duoson	1 273
Conférence de presse	COOP MADAAM	Sonorisation	Duoson	1 148
Conférence de presse	Mécanium	Sonorisation	Sonorisation TL	560
Conférence de presse	Déploiement ZI Bromont	Sonorisation	Show devant	890
Conférence de presse	Diverses entreprises manufacturières Beauce	Sonorisation	Écho événementiel	1 490
Conférence de presse	Uniboard	Sonorisation	Visuart	2 071
Conférence de presse	Tripty Capital Atrium maison Alcan	Location salle	Société de commandite Noenacia	2 530
Conférence de presse	Tripty Capital Atrium maison Alcan	Sonorisation	Duoson	3 695
Conférence de presse	Collège Lionel-Groulx	Sonorisation	Les Productions DJPlus	675
Conférence de presse	Groupe ADF	Location salle + sonorisation	SYNK	2 055
Conférence de presse	O-I Canada	Sonorisation	Duoson	869
Conférence de presse	Jubilant HollisterStier	Sonorisation	Duoson	888
Conférence de presse	Miralis	Location de salle	Métronomie	880
Conférence de presse	Fruits d'Or	Sonorisation	DGM Sonorisation	1 200
Conférence de presse	DeLaFontaine	Sonorisation	Audiovisuel Collins	740
Conférence de presse	Conformit	Sonorisation	LSM	1 297
Grand événement	Lancement SQRI ²	Production vidéo événementielle	SYNK Productions	25 560
TOTAL				84 191

<p>Question 05</p>	<p>La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>
---------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Réponse :

Organisée par le Ministère :

Aucune somme n'a été dépensée en 2022-2023 en matière de formation de communication organisée par le Ministère.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

Question **06**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

La liste est jointe en annexe. L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>

Par ailleurs, certaines informations ne peuvent être divulguées en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

Rapport - Renseignements généraux - de 2022 à 2023

Question 06

Étude des crédits 2023-2024

* Tous les contrats énumérés ci-après ont été octroyés de gré à gré.

1000 - Direction et administration			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
1	Aubin, Jonathan	Effectuer des mandats de révision linguistique sur demande pour l'ensemble du Ministère.	22 500 \$
2	Christine Paré Communication inc.	Effectuer des mandats de révision linguistique sur demande pour l'ensemble du Ministère.	22 500 \$
3	Coté, Philippe-Aubert	Effectuer des mandats de révision linguistique sur demande pour l'ensemble du Ministère.	22 500 \$
4	Des mots et des lettres	Effectuer des mandats de révision linguistique sur demande pour l'ensemble du Ministère.	22 500 \$
5	Softchoice LP	Offrir des services conseils en matière de sécurité à appliquer dans les nouvelles plateformes applicatives en nuage Microsoft Office 365 et Microsoft Azure.	15 440 \$
	Total		105 440 \$
2420 - Bureau du sous-ministre adjoint à l'entrepreneuriat, compétitivité des entreprises et des régions			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
6	9350-5352 Québec inc. (Espace OBNL MC)	Offrir une formation sur le fonctionnement, les rôles et les responsabilités dans un OBNL auprès des directeurs des créneaux et des pôles d'excellence.	3 150 \$
7	En mode solutions inc.	Préparer et animer une rencontre de réflexion stratégique.	8 630 \$
8	Espace OBNL MC	Offrir un programme de sept formations, en mode virtuel, destiné aux différents acteurs oeuvrant au sein des créneaux et pôles d'excellence.	13 100 \$
9	Espace OBNL MC	Produire un rapport personnalisé incluant l'ensemble des organisations identifiées comme faisant partie des créneaux et pôles d'excellence.	3 000 \$
10	Pichelin, Marie-Noël	Rédiger et mettre en forme le Plan québécois en entrepreneuriat du Ministère.	1 200 \$
	Total		29 080 \$
3120 - Bureau du sous-ministre adjoint à la science et à l'innovation			
11	Alibay, Farah	Animer la capsule « Développer les talents et la culture scientifique et de l'innovation » dans le cadre du lancement de la SQRI.	7 000 \$
12	Carli, Martin	Offrir la conférence « Exceller en recherche, en science et en technologie ».	3 500 \$
13	Biendit	Rédiger quatre (4) biographies de lauréats et lauréates scientifiques des Prix du Québec 2022.	3 840 \$
	Total		14 340 \$
	Total ministériel		148 860 \$

Question **07**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question **08**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

La liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie en 2022-2023 est présentée en annexe de la question 06 des Renseignements généraux.

Question **09**

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
 b) la nature du projet;
 c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
 l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Réponse :

Projets initiés en 2022-2023

Nom du projet	Prestation de Service en Ligne Unifiée (PSLU)
Nature du projet	Développement informatique
Montant initialement prévu	918 100 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2023	2022-2023 : 53 924 \$
% de réalisation en date du 28 février 2023	4 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre	S. O.

Projets initiés en 2019-2020

Nom du projet	Consolidation des Centres de Traitement Informatique (CCTI)
Nature du projet	Infonuagique
Montant initialement prévu	601 760 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2023	2019-2020 : 0 \$ 2020-2021 : 42 700 \$ 2021-2022 : 220 500 \$ 2022-2023 : 320 141 \$
% de réalisation en date du 28 février 2023	43 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre	S. O.

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Les sous-question c), h), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

m) Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI pour l'année financière 2022-2023.

Question **10**

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Réponse :

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 33 692,47 \$
- c) Coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : 1 061,06 \$
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.
- e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **11**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

- a) la photocopie	951 \$
- b) et c) le mobilier de bureau / ameublement	3 400 \$
- d) décoration et l'embellissement	613 \$
- e) le distributeur d'eau de source	0 \$
- f) le remboursement des frais de transport	165 991 \$
- g) et h) le remboursement des frais d'hébergement et repas	225 943 \$
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement ¹ :	
a) au Québec	5 505 \$
b) à l'extérieur du Québec	0 \$

Total : 402 403 \$

¹ Dépenses et frais directs seulement (avril 2022 à février 2023)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question 12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse :

Pour les cabinets ministériels et la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre et des sous-ministres adjoints) :

- b) Coût des frais d'itinérance : 22 629 \$
- c) Coût d'utilisation des appareils (incluant les dépassements de données) : 1 113 \$
- d) Coûts de résiliation : 0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/telecommunication-mobile/>

Les sous-questions e), i), j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Question **13**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Réponse :

Les réponses aux sous-questions a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n), p) seront transmises par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) Nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

o) Nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi

Le Ministère n'a pas aboli de poste durant l'exercice financier 2022-2023.

q) Nombre de postes vacants

En date du 28 février 2023, le Ministère compte 33 postes vacants faisant l'objet d'un processus de dotation.

Question **14**

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite

- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

- 5 départs ont été remplacés en 2022-2023.

c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

- 8 retraités ont été engagés au cours de l'année 2022-2023, et ce, selon les règles en vigueur dictées par le SCT.

Question **15**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

Région	Emplacement de la location	Superficie louée (m ²)		Coût total (voir notes 1 et 2) \$/ an	Durée du bail		Responsable de l'espace loué (voir note 3)	Coûts d'aménagement
		Bureau	Entrepôt		Début	Fin		
03	900, place D'Youville, Québec	2 179,92	0,00	603 373 \$	2001-07-15	2026-06-30	SQI	0 \$
03	888, rue Saint-Jean, Québec	305,45	0,00	97 309 \$	2002-03-01	2024-11-30	SQI	0 \$
03	710, place D'Youville, Québec	10 683,61	482,06	3 805 003 \$	2011-01-01	2025-12-31	SQI	72 022 \$
06	380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	6 934,27	94,95	3 197 507 \$	1992-04-08	2027-12-31	SQI	4 438 \$
11	173, avenue de Port-Royal, Bonaventure	63,45	0,00	23 542 \$	2019-11-27	2034-11-26	SQI / MTESS	0 \$
TOTAL		20 743,71 m²		7 726 734 \$				76 460 \$

Note 1 : Le coût total du loyer inclut des frais de gestion de la Société québécoise des infrastructures (SQI) et d'exploitation (électricité, chauffage et entretien ménager).

Note 2 : Les ententes d'occupation pour les sites hébergeant des ressources ministérielles en région sont sous la responsabilité d'Investissement Québec depuis le 1^{er} avril 2020. De nouvelles ententes d'occupation pour les espaces occupés par le MEIE dans ces sites sont en cours de préparation.

Note 3 : La SQI signe tous les baux lorsque les espaces locatifs appartiennent à un autre propriétaire qu'elle-même.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4, paragraphe 27)*, <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/frais-de-bail-de-location-ou-dentente-de-location/>

Les sous-questions h), i), j) et k) semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

<p>Question 16</p>	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;b) La valeur estimée de ceux-ci;c) Les coûts d'entretien annuel;d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
---------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Réponse :

Le Ministère n'a détenu aucun actif immobilier excédentaire en 2022-2023.

Question **17**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Frais de déménagement, d'aménagement, de rénovation et des autres travaux pour la haute direction du MEIE

Nom des firmes ayant effectué les travaux	Coût (\$)
Allied et THM Immobilier inc.	4 726

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question **18**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

**Cabinet du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
(M. Pierre Fitzgibbon)**

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Beaulieu	Hugues	Conseiller politique	Québec
Beausoleil	Pascal	Conseiller politique stratégique	Montréal
Bélanger	Félix	Conseiller politique	Québec
Bouchard	Stéphane	Conseiller politique	Montréal
Boutin	Valérie	Attachée politique	Terrebonne
Cormier	Pascal	Conseiller politique stratégique	Montréal
Dionne	Amélie	Conseillère politique	Rimouski
Drouin	Germain	Attaché politique	Bécancour
Fortin	Virginie	Conseillère politique	Montréal
Gamache	Samuel	Attaché politique	Montréal
Gauthier	Vincent	Attaché politique	Terrebonne
Gebrayel	Mario	Conseiller politique	Québec
Leblanc	Chantal	Attachée politique	Terrebonne
Lévesque	Pierre	Attaché politique	Québec
Olivier	Jeanne	Conseillère politique	Montréal
Ramacieri	Alexandre	Directeur de cabinet	Montréal
Renaud St-Amand	Mathieu	Conseiller politique	Montréal
Séide	Julie	Conseillère politique	Montréal
Tison	Charles	Attaché politique	Terrebonne
Tremblay Cloutier	Rosalie	Attachée politique	Montréal
Turbide	Andréa	Attachée politique	Québec

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
20 octobre 2022 au 31 mars 2023	1 480 000 \$

Le C.T. 227413 du 22 novembre 2022 établit la masse salariale annuelle du cabinet du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à 1 480 000 \$, et ce, à compter du 20 octobre 2022.

Question **18**

Suite

Réponse :

**Cabinet du ministre délégué à l'Économie
(M. Christopher Skeete)**

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Balan	Bianca Anamaria	Attachée politique	Québec
Benattia	Amélia	Attachée politique	Montréal
Charette	Anaïna	Attachée politique	Laval
Guay	Jonathan	Conseiller politique	Montréal
Lavictoire	Florence	Employée de soutien	Laval
Pelletier	François	Conseiller politique	Montréal
Philibert	Michel	Directeur de cabinet	Québec
St-Laurent	Romane	Attachée politique	Québec
Talbot	Dominique	Conseillère politique	Laval

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
20 octobre 2022 au 31 mars 2023	845 000 \$

Le C.T. 227413 du 22 novembre 2022 établit la masse salariale annuelle du cabinet du ministre délégué à l'Économie à 845 000 \$, et ce, à compter du 20 octobre 2022.

**Cabinet de la ministre déléguée à l'Économie
(M^{me} Lucie Lecours)**

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Balan	Bianca Anamaria	Attachée politique	Québec
Bédard	Guylaine	Attachée politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Guay	Jonathan	Conseiller politique	Montréal
Lamy	Isabelle	Attachée politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Marra-Hurtubise	David	Attaché politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Pelletier	François	Conseiller politique	Montréal
Philibert	Michel	Directeur de cabinet	Montréal
St-Laurent	Romane	Attachée politique	Québec

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période ¹	Masse salariale autorisée
1 ^{er} avril 2022 au 19 octobre 2022	700 000 \$

¹Le cabinet de M^{me} Lecours a été aboli le 19 octobre 2022.

Question **19**

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art.4 paragraphe 26**).

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-dependances/subventions-versees-a-meme-les-budgets-discretionnaires-du-ministre-et-du-ministre-delegue>

Question **20**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 23 des Renseignements généraux.

Question **21**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **22**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **23**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Personne 1

- a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Poste occupé : Conseiller en intelligence d'affaires à Québec International
- c) Salaire : 209 379 \$
- d) Assignation initiale : Président-directeur général du Centre de recherche industrielle du Québec (organisme intégré à Investissement Québec en avril 2020)
- e) Assignation actuelle : Conseiller en intelligence d'affaires à Québec International
- f) Date de l'assignation hors structure : 15 octobre 2019
- g) Date de fin de l'assignation : 2 juin 2023

Personne 2

- a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Poste occupé : Administratrice d'État II au Secrétariat aux emplois supérieurs
- c) Salaire : 209 379 \$
- d) Assignation initiale : Sous-ministre associée au ministère des Ressources naturelles et des Forêts
- e) Assignation actuelle : Administratrice d'État II au Secrétariat aux emplois supérieurs
- f) Date de l'assignation hors structure : 23 janvier 2023
- g) Date de fin de l'assignation : Aucune

Question 24

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

Réponse :

Liste des abonnements du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Titre (description)	Nom du fournisseur	Coût (\$)
Aviation Week Intelligence Network Premium	Aviation Week	4 719
Banque de données IBIS World	IBISWorld Inc.	6 928
Base de données Benchmark Mineral	Base de données Benchmark Mineral	5 463
Base de données - fDi Markets	Financial Times Limited, The	15 650
Base de données de Dun & Bradstreet	Dun & Bradstreet Canada Itée	7 999
Base de données Jus Mundi	Jus Mundi	10 063
Base de données sur le commerce mondial	Trade Data Monitor	29 500
Divers	Entreprises Presses canadiennes inc.	6 240
Financial Times	Financial Times Limited, The	986
Forbes	Forbes	68
Global Trade Analytics - Enterprise	IHS Markit Canada ULC	46 677
Globe and Mail	Globe and Mail, The	163
Harvard Business Review	Harvard Business Review	405
Inside U.S. Trade	Inside Washington Publishers	1 591
Law 360	Lexisnexis Canada inc.	997
Le Devoir	Devoir Inc., Le	157
Le Droit	Droit, Le	110
Le Petit Robert	Marque inc., De	367
Les Affaires	Affaires, Les	65
Lexis Advance Quicklaw	Lexisnexis Canada inc.	3 240
MIT Sloan Management Review	MIT Sloan Management Review	149
Monday.com	Monday.com	49
New York Times	New York Times Digital	285
Politico Pro Plus	Politico LLC	11 522
PressReader Inc	PressReader International Limited	240
Project Syndicate	Project Syndicate	128
Statista Agreement A21209-73070	Statista inc.	10 698
The Washington Post	The Washington Post	115
TradeLaw Guide	TradeLawGuide Limited	3 924

Question **24**

Suite

Réponse :

Titre (description)	Nom du fournisseur	Coût (\$)
Wavteq IncentivesFlow	Wavteq Fzco	15 500
World Trade Online	Inside Washington Publishers	1 861
Worspace for investment bankers	Refinitiv Canada Holdings Limited	12 000
TOTAL		197 860

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Question **25**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Au 28 février 2023, le Ministère n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges, l'achat de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, ou pour être membre d'un club privé.

Pour les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce :

Nom du fournisseur	Nom de l'événement	Coût (\$)
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Conférence de Pierre Fitzgibbon – Le Québec : une économie énergétique	1 760
Chambre de Commerce et de tourisme de Gaspé	Rendez-vous politique - Lucie Lecours, ministre déléguée à l'économie	100
Total		1 860

Question **26**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

a) Nom du site Web ministériel

www.economie.gouv.qc.ca

b) Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Le site a été conçu et réalisé à l'interne.

c) Coûts de construction du site

Coûts globaux annuels de construction et d'entretien
(incluant les coûts d'entretien précisés à la rubrique suivante)

2022-2023	29 996 \$
-----------	-----------

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement est assuré à l'interne, dans les infrastructures du Ministère, et n'entraîne pas de coûts additionnels.

L'entretien et la mise à jour sont entièrement assumés par l'équipe des communications numériques de la Direction des communications. Certaines tâches spécialisées sont confiées à l'externe; ces coûts, inclus dans le tableau *Coûts globaux de construction et d'entretien* présenté plus haut, se répartissent comme suit :

2022-2023

Description	Montant
Agence Lex Services de soutien professionnel et technique	29 996 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte

Des travaux d'amélioration et de mise à niveau sont constamment en cours afin de toujours mieux répondre aux besoins des clientèles.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines

Le MEIE n'a reçu aucune facture en 2022-2023 pour des noms de domaines. Tel que stipulé dans l'entente globale de services entre le MCN et le MEIE, ce service (émission de certificats web) fait désormais l'objet d'un financement centralisé au SCT. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 2022, ce service n'est plus facturé au MEIE.

h) Fréquence moyenne de mise à jour

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) Responsable du contenu sur le site

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **27**

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Dépenses liées aux visites en région réalisées par le ministre de l'Économie et de l'Innovation (Pierre Fitzgibbon)

Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	But du déplacement	Coût total (\$)
3 au 4 avril 2022	Baie-Comeau	Conférence de presse concernant le Centre d'expérimentation et de développement en forêt boréale.	2 118
16 au 17 mai 2022	Fermont, Sept-Îles	Conférence de presse concernant une annonce importante de minerai de fer Québec pour la Côte-Nord et inauguration de la phase 2 de la mine du Lac Bloom.	2 774
20 au 21 juin 2022	Bromont, Sherbrooke	Annonce concernant l'entreprise Kruger et conférence de presse pour faire le point sur le déploiement des zones d'innovation au Québec.	171
21 juin 2022	Val-d'Or	Annonce usine Uniboard Canada.	2 917
13 juillet 2022	Alma	Annonce concernant l'Usine Alma Rio Tinto.	2 473
24 novembre 2022	Chibougamau	Annonce inauguration de la scierie Bois d'œuvre cri (Cree Lumber Partnership).	1 500
Total			11 953

Dépenses liées aux visites en région réalisées par la ministre déléguée à l'Économie (Lucie Lecours)

Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	But du déplacement	Coût total (\$)
20 au 21 mars 2022	Abitibi-Témiscamingue	Tournée dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue : conférences de presse concernant la décontamination du Lac Osisko, le Centre bénévolat de la Vallée de l'or et l'entreprise Meglab.	1 643
16 au 17 mai 2022	Gaspé, New Richmond, Percé	Déjeuner-causerie à la Chambre de commerce de la Baie-des-Chaleurs, dîner-causerie dans le cadre de la tournée Accès entreprise Québec et conférence de presse concernant le Géoparc de Percé.	1 621
17 au 18 mai 2022	Baie-Comeau, Sept-Îles	Déjeuner-causerie à la Chambre de commerce de Sept-Îles, conférence de presse concernant le Cégep de Sept-Îles et dîner-causerie à la chambre de commerce de Baie-Comeau.	1 528
Total			4 792

Question **28**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Nom	Titre	Coût total 2022-2023 (\$)
M^{me} MarieChantal Chassé	Adjointe parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volets innovation et entrepreneuriat	3 791
M^{me} Joëlle Boutin	Adjointe parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volets science et innovation	0
M. Pierre Dufour	Adjoint parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volet développement économique régional	0
M. Donald Martel	Adjoint parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volet Zones d'innovation	0
M. Youri Chassin	Adjoint parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volet allègement réglementaire	0
TOTAL		3 791

Les sous-questions a), c), d), e), f), g) semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

Question **29**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **30**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **31**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée dans le **rapport annuel de gestion 2022-2023** du Ministère.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **33**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Sommes reçues du gouvernement fédéral
(en date du 28 février 2023)

Description	Montant (\$)
Activités du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	123 223
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada	17 477 832
TOTAL	17 601 055

Question 34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
--------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Réponse :

Les bonis sont abolis depuis quelques années pour toutes les catégories d'emploi.

Question **35**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Question **36**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Pour l'exercice financier 2022-2023, aucune prime de départ (allocation de transition) n'a été accordée.

Question **37**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **38**

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **39**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **40**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) La dépense totale (opération et capital) s'élève à 8 848,7 k\$.
- b) Les informations sont disponibles au Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec (<http://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>).
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Cybersécurité et du Numérique** pour tous les ministères et organismes.
- e) La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Cybersécurité et du Numérique** pour tous les ministères et organismes.

Question **41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Réponse :

Dépense totale pour le paiement des cotisations en 2022-2023 : 175 636 \$

Association de l'industrie électrique du Québec
Association des professionnels en développement économique du Québec
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts
Association sur l'accès et la protection de l'information
Biotechnology Innovation Organization
Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives - Canada
Chambre de commerce de l'Est de Montréal
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Chambre de commerce et d'industrie de Québec
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières
Conseil des relations internationales de Montréal
Défi Entreprise en santé
Forum économique mondial
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme
HEC Montréal
Mouvement québécois de la qualité
Observatoire des sciences et des technologies - UQAM
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail
Réseau Action TI
Société québécoise d'évaluation de programme
The Institute of International Auditors

Question **43**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Réponse :

Le ministère a octroyé un contrat en 2022-2023 pour la réalisation d'un sondage :

- e) Nom de la firme : Crop inc.
- f) Les coûts : 95 000 \$

Les sous-questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Question **44**

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Réponse :

Total des dépenses publicitaires	a) Au sein de médias communautaires	%	b) Sur Internet et médias sociaux	%
140 477 \$	5 000 \$	4 %	87 476 \$	62 %

34 % des dépenses publicitaires n'ont donc pas été réalisées sur l'un des médias visés par cette question (ex : panneaux d'investissement ou média imprimé).

La liste des dépenses en publicité est incluse dans les informations diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 8 et 24).

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/reenseignements-relatifs-aux-depenses/publicite-et-promotion/>

Question **45**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse :

L'achat de crédits carbone se traduit par une contribution monétaire à une initiative visant à la réduction de gaz à effet de serre.

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Au 28 février 2023, aucune direction du ministère n'a engagé de dépense pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de ses activités.

Fonds de recherche du Québec (FRQ)

Les FRQ compensent les émissions de gaz à effet de serre pour tous les déplacements des membres du personnel (auto, bus, train, avion) par l'achat de crédits carbone :

	2022-2023
Compensation carbone de tous les déplacements	3 000 \$

Cette compensation est attribuée à la Bourse du carbone Scol'ERE. Cette bourse permet d'offrir des ateliers de formation pour des jeunes du primaire (4^e à 6^e année), afin de les sensibiliser aux enjeux des changements climatiques.

Question **46**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

Question **47**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Réponse :

Mesures proposées et sommes investies dans le cadre du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2025

Mesures proposées	Responsables	Sommes (\$)	État d'avancement / Résultats
Prendre rapidement en charge toute demande d'amélioration visant à faciliter l'accessibilité aux locaux du Ministère.	Direction des ressources matérielles et de la gestion documentaire (DRMGD)	2 344	En continu
Adapter, sur demande, les postes de travail au bureau des employés handicapés et mettre à leur disposition des équipements et des outils de travail adaptés à leurs besoins à la suite d'une évaluation ergonomique.	Direction des ressources humaines (DRH) DRMGD	59	En continu
Améliorer le Portail-services de l'intranet afin de faciliter les demandes d'équipements et d'outils de travail adaptés aux besoins des personnes handicapées.	DRH DRMGD	0	Non débutée
S'assurer que les installations techniques mises en place pour permettre l'accès aux personnes handicapées sont régulièrement inspectées, conformément aux règlements et aux notifications techniques.	DRMGD	0	Aucune inspection n'a été réalisée en 2022-2023 et aucun incident n'a été déclaré.
En lien avec le projet de transformation du milieu de travail, prévoir et adapter les espaces de bureaux pour des personnes ayant des limitations fonctionnelles.	DRMGD	0	Les normes pour l'adaptation des espaces pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles ont été prises en compte dans les appels d'offres.
Fournir les outils adaptés aux besoins de l'employé qui déclare un handicap.	DRH DRMGD	0	En continu
Répondre efficacement aux demandes et aux plaintes formulées concernant l'accessibilité du Web, des documents et des services du Ministère.	Direction des communications (DC)	0	En continu

Question **47**

Suite

Réponse :

Mesures proposées	Responsables	Sommes (\$)	État d'avancement / Résultats
Répondre efficacement aux demandes et aux plaintes formulées concernant l'accessibilité du Web, des documents et des services du Ministère.	DC	0	En continu Aucune demande ou plainte relative à l'accessibilité n'a été émise à partir du site Web, où il est possible de faire appel à un service d'assistance (dans la page Accessibilité). Un lien vers cette page est offert dans toutes celles qui ont un formulaire PDF dynamique. Lorsque la DC confie la réalisation d'un document téléchargeable à une firme externe, le respect des standards d'accessibilité est inscrit au devis. Les documents conçus par la DC font aussi l'objet d'une version accessible. Pour les documents qui ne respectent pas les standards sur l'accessibilité, un avis est joint pour offrir un service d'assistance.
Assurer un service <i>ad hoc</i> aux personnes qui demandent la production de documents du Ministère en version accessible.	DC	0	En continu
Poursuivre l'application des normes relatives à l'accessibilité des sites Web gouvernementaux et effectuer une veille continue du site Web et de l'intranet du Ministère.	DC	0	En continu Le site Web respecte, à quelques exceptions près, les standards du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) sur l'accessibilité du Web. C'est aussi le cas pour l'intranet, sauf pour les documents PDF et Word, notamment.
Sensibiliser périodiquement le personnel à la rédaction des communications simplifiées et accessibles : <ul style="list-style-type: none"> Partager avec le personnel le <i>Guide de rédaction pour une information accessible</i> (Ruel et autres, 2011). 	Coordonnatrice des services aux personnes handicapées DC	0	2 juin 2021 Semaine québécoise des personnes handicapées 3 décembre 2021 Journée internationale des personnes handicapées : S'engager à bâtir une société plus inclusive! 3 mai 2022 Adoption du Plan d'action ministériel à l'égard des personnes handicapées 2022-2025 1 ^{er} juin 2022 26 ^e édition de la Semaine québécoise des personnes handicapées
Total		2 403	

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/publications>.

Question **48**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.

Réponse :

Plan d'action de développement durable 2020-2023			
Actions	Indicateurs	2022-2023	État d'avancement
1 Prendre en compte le développement durable dans les actions structurantes du Ministère	1.1 Pourcentage des actions structurantes du Ministère ayant fait l'objet d'un exercice de PCPDD* selon les exigences de la directive ministérielle * Prise en compte des principes de développement durable, maintenant appelé évaluation de la durabilité.	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (Fait à même les tâches de l'officière de développement durable)	En continu
	1.3 Pourcentage des programmes de soutien financiers normés qui incluent des critères écoresponsables ou écoconditionnels	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches de l'officière de développement durable)	En continu
2 Renforcer la performance de l'industrie du transport par l'électrification et l'efficacité énergétique	2.1 Ratio des apports des partenaires, dans des projets visant l'électrification des transports, par rapport à l'aide financière accordée – volet projets mobilisateurs en électrification des transports	Aucun projet financé en 2022-2023	En continu
	2.2 Ratio des apports des partenaires, dans des projets visant l'électrification des transports et l'efficacité énergétique, par rapport à l'aide financière accordée – volet appel de projets en science, recherche et innovation	Le Ministère a accordé 0,317 M\$ par le biais du PAEN volet 3 : Soutien aux entreprises technologiques innovantes, pour des projets totalisant 0,597 M\$. Ratio des partenaires : 0,88	En continu
3 Stimuler l'essor de l'économie circulaire	3.1 Ratio des apports des partenaires, dans des projets visant à stimuler l'essor de l'économie circulaire, par rapport à l'aide financière accordée	Le Ministère a accordé 0,101 M\$ par le biais du PADS et 0,137 M\$ par le biais du programme Innovation, pour des projets totalisant 0,509 M\$. Ratio des partenaires : 1,1	En continu
4 Stimuler le développement de l'entrepreneuriat social	4.1 Ratio des apports des partenaires, dans des projets soutenus dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025 (PAGES), par rapport à l'aide financière accordée	Le Ministère a accordé 8,8 M\$ par le biais de six mesures du PAGES pour des projets totalisant 55,7 M\$ ¹ . Ratio des partenaires: 5,3	En continu
5 Appuyer le développement des régions et de leurs entreprises	5.1 Pourcentage de l'aide financière accordée dans des MRC non urbaines afin de dynamiser le développement économique des régions et de leurs entreprises	Sommes investies : Le Ministère a accordé 540,6 M\$ par le biais de tous ses programmes normés et du FDE.	En continu
6 Faire rayonner l'expertise québécoise en matière de recherche et d'innovation durable	6.1 Taux de croissance du nombre d'initiatives internationales de recherche et d'innovation contribuant aux objectifs de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	Aucun octroi n'a été réalisé en 2022-2023	En continu
7. Contribuer à ce que l'État donne l'exemple par des acquisitions responsables.	7.1 Pourcentage des acquisitions responsables effectuées par le Ministère	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches de l'officière de développement durable)	En continu

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/publications>.

¹ Données au 31 décembre 2022

Question **49**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

Réponse :

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Question **50**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **51**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Réponse :

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Question **52**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse :

Au 28 février 2023, un montant de 221 \$ a été remboursé aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Question **53**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

- a) Aucune somme n'a été dépensée par le Ministère en matière de santé mentale. Depuis le 1^{er} septembre 2020, le Programme d'aide aux employés (PAE) est offert gratuitement aux ministères et organismes et relève du Secrétariat du Conseil du trésor. **Le PAE offre de nombreux services dont ceux en matière de santé mentale.**
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Aucune somme n'a été dépensée par le Ministère en ressources externes en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Question **54**

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> et aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Une copie du contrat a également été déposée sur le site Internet du ministère dans le cadre d'une demande d'accès à l'information qui a eu lieu en septembre 2021 : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/documents-transmis>.

Question **55**

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Pour les contrats de moins de 25 000 \$, l'information se trouve à la question 06 des Renseignements généraux.

Question **56**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

Le Ministère a embauché 29 stagiaires pendant l'exercice financier, ce qui représente une rémunération totale de 287 424 \$.

La rémunération totale comprend toutes les sommes déboursées aux stagiaires, notamment : le salaire régulier, la compensation pour les journées fériées, le remboursement des vacances lors d'un départ et tout autre ajustement touchant la rémunération.

Question **57**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Question **58**

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Pour les contrats de moins de 25 000 \$, l'information se trouve à la question 06 des Renseignements généraux.

Question **59**

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **60**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**.

Question **61**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse :

En 2022-2023, le Ministère n'a perçu aucune amende en vertu de l'application des lois dont il est le responsable.

Question **62**

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Question **63**

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Réponse :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Question **64**

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Réponse :

Les propriétaires des immeubles occupés par le Ministère sont des compagnies privées. La SQI est locataire des immeubles. Le Ministère ne détient aucun actif immeuble.

Le Ministère n'a pas l'inventaire de ses actifs meubles. Cependant, en 2022-2023, du mobilier a été acheté pour un montant de 408 672\$.

Question **65**

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **66**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question **67**

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **rapport annuel 2022-2023** du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

Question **68**

Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a aucun cadre, dirigeant ou sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question **69**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
1) Forum des directrices et des directeurs en ressources humaines	Regroupement de tous les directeurs des ressources humaines des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires en matière de gestion des ressources humaines.	Tous les ministères et organismes	SCT
2) Comité en gestion contractuelle du Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupement d'intervenants en gestion contractuelle en vue d'échanger sur des sujets d'intérêts communs et des problématiques courantes.	Intervenants en gestion contractuelle de différents ministères et organismes	CNESST
3) Forum des gestionnaires en ressources financières	Regroupement de tous les directeurs des ressources financières des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires.	Tous les ministères et organismes	SCT
4) Forum des secrétaires de comité de sélection	Lieu de formation et d'échanges qui favorise l'apprentissage, le transfert des connaissances et de l'expertise, ainsi que l'uniformisation des pratiques d'adjudication de contrats.	Tous les ministères et organismes	SCT - Sous-secrétariat aux marchés publics
5) Forum Banque Nationale du Canada	Lieu d'échanges entre les responsables du programme « Carte Affaire » de la Banque Nationale du Canada (BNC), les représentants de la BNC et le MFQ en vue de présenter des nouveautés, de faire un rappel sur les bonnes pratiques ou de clarifier certaines procédures.	Coordonnateurs du programme « Carte Affaire » dans les différents ministères et organismes	Banque Nationale et MFQ
6) Table d'échanges en ressources financières (Rendez-vous CF)	Regroupement de tous les intervenants en ressources financières afin d'échanger sur des sujets d'intérêts communs et des problématiques courantes.	Intervenants en ressources financières de différents ministères et organismes	Contrôleur des finances
7) Comité de réorganisation en lien avec le nouveau Conseil des ministres d'octobre 2022	Regroupement des intervenants impliqués dans le transfert des activités du MRNF vers le MEIE et vers le MELCCFP.	MCN, Contrôleur des finances, MRNF, MEIE, MELCCFP	MCN
8) Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupement de tous les directeurs des ressources matérielles des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires.	Tous les ministères et les organismes	SCT
9) Forum des responsables en audit interne	Regroupement de responsables de l'audit interne au gouvernement du Québec afin de transmettre de l'information et échanger des expertises.	Tous les ministères et organismes	SCT
10) Comité directeur de la mission du Québec à la convention internationale BIO	Organiser et coordonner la mission ministérielle et commerciale du Québec à la convention internationale. Un sous-comité se rapporte au comité directeur : le sous-comité l'agenda ministériel.	MEIE, IQI, MRIF, MSSS	IQI
11) Cellule de prospection en investissement étranger – sciences de la vie	Attirer de nouveaux investissements privés dans le secteur des sciences de la vie en optimisant les efforts de prospection d'investissements.	MEIE, IQI, QI, MI, Sherbrooke Innopole	MEIE

Question **69**

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
12) Sous-chantier filière industrielle : électrification des transports	Soutenir le développement de la filière industrielle des véhicules électriques en évaluant les besoins et activités en cours, en assurant une compréhension commune des enjeux, en permettant une cohérence des actions gouvernementales et au besoin en identifiant de nouvelles mesures visant à soutenir la filière.	MEIE, MTQ, MRNF, MELCCFP, IQ, MTESS, MEQ, Hydro-Québec	MEIE
13) Comités de la gouvernance de l'Offensive de transformation numérique (OTN)	Coordonner l'OTN avec les partenaires, approuver les projets et suivre les indicateurs sectoriels.	Tous les ministères à vocation économique ainsi que les partenaires stratégiques (IQ, BDC, Fonds FTQ, CDPQ, Desjardins, CPMT)	MEIE
14) Comité interministériel sur les zones d'innovation	Rôle-conseil auprès du ministère concernant le déploiement du projet de zones d'innovation. Ses membres donnent des avis et des conseils sur l'adéquation des projets de zones d'innovation reçues avec les orientations, politiques et stratégiques de leur organisation respective.	Scientifique en chef, MAMH, MFQ, MES, MAPAQ, MTMD, MCC, MELCCFP, MRNF, MIFI, MSSS, MRIF, MTRAV, MESS, IQ, MEIE	MEIE
15) Comité directeur de MedTech Conference	Organiser et coordonner la mission ministérielle et commerciale du Québec à la convention.	MEIE, MRIF, DOB, IQI, MSSS	IQI
16) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial du Bourget	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial du Bourget.	MEIE (DTL, DPCII, Comm.), IQI, MI, Délégation générale du Québec à Paris (DGQP)	MEIE
17) Sous-comité – Communications pour l'organisation de la mission ministérielle au Salon aérospatial du Bourget	Planifier et organiser les activités et éléments de communication reliés à la mission ministérielle au Salon aérospatial du Bourget.	MEIE (DCOM), IQI	IQI
18) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial de Farnborough 2022	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial de Farnborough 2022.	MEIE (DTL, DCOM), IQI, MI, Délégation générale du Québec à Londres	MEIE
19) Sous-comité – Communications pour l'organisation de la mission ministérielle au Salon aérospatial de Farnborough	Planifier et organiser les activités et éléments de communication reliés à la mission ministérielle au Salon aérospatial de Farnborough.	MEIE (DCOM), IQI	MEIE
20) Comité technique sur la biométhanisation agricole	Mandat : améliorer les connaissances sur la biométhanisation agricole, identifier les enjeux et les opportunités, proposer des orientations pour baliser le développement de cette filière et favoriser son développement harmonieux.	MRNF, MAPAQ, MEIE, MELCCFP, Énergir, Gazifère, AQPER, UPA, Sollio Agriculture	MRNF et MAPAQ
21) Comité de suivi de la situation de l'arsenic à Rouyn-Noranda	Suivi de la situation relative aux émissions atmosphériques de la Fonderie Horne et du processus de renouvellement de l'autorisation ministérielle.	MEIE, MELCCFP, MSSS, MAMH, MCE	MELCCFP
22) Groupe de travail sur les projets grands consommateurs d'électricité	Documenter la situation des bilans d'électricité, mettre sur pied des mécanismes de gestion de la puissance disponible, approbation de l'octroi des blocs de puissance.	MEIE, HQ	MEIE

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
23) Comité interministériel pour la réalisation d'une enquête portant sur la productivité sectorielle	Équipe interministérielle de professionnels visant à préparer la réalisation d'une enquête sur la productivité sectorielle au Québec. L'enquête sera réalisée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) en 2025.	ISQ, MFQ, MESS	MEIE
24) Comité de liaison en matière de commerce international et d'investissements étrangers	Assurer la cohésion et la coordination de l'action internationale du Québec.	MEIE, MRIF, IQI	MRIF, MEIE
25) Groupe interministériel sur l'économie circulaire	Rendre plus efficaces et intégrées les actions gouvernementales liées à l'économie circulaire en s'assurant de renforcer l'expertise gouvernementale dans ce domaine. L'objectif vise à mettre en place les bases pour l'élaboration d'une Stratégie québécoise d'économie circulaire.	MEIE, Recyc-Québec, MELCCFP, MAPAQ, SPN, CRIQ, MRNF, ISQ, MAMH, MTMD	MEIE, Recyc-Qc, MELCCFP
26) Comité de coordination C2 Montréal	Coordonner les actions ministérielles pour l'événement C2 Montréal 2022 et 2023.	MEIE, IQI, MRIF, MCC, MTO, C2.MTL	MEIE
27) Équipe environnementale internationale	Comité visant à accroître la collaboration et développer des initiatives pour soutenir l'écosystème en technologies propres.	MRIF, MEIE, MRNF, IQI	MRIF
28) Comité sur la biodiversité	Comité visant à établir le positionnement international du Québec dans le cadre des négociations du prochain cadre mondial de la biodiversité de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. S'assurer de la prise en compte et de l'intégration des orientations gouvernementales sur la diversité biologique dans les activités des ministères et organismes concernés. Coordonner une démarche gouvernementale en vue de doter le Québec de cibles spécifiques visant l'atteinte des plus récents objectifs et cibles internationaux établis par les Parties signataires de la Convention sur la diversité biologique.	MRIF, MEIE, MELCCFP, MAPAQ, MRNF, MAMH, MEQ, SRPNI, SPN, MTMD, MTO	MELCCFP
29) Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	Conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises.	FCEI, FCCQ, MEQ, CPO, CQCD, MCE, SCT, MESS, ARQ, MTRAV, MELCCFP	MEIE
30) Comité-conseil de la Stratégie de développement économique local et régional (SDELR)	La ministre déléguée au développement régional s'est adjointe d'individus considérés comme des experts et concernés par le développement économique local et régional.	Marie-José Fortin, Frédéric Laurin, Pierre Chateauvert, Fabrice Fortin, Philippe Noël Mathieu Vigneault, Bernard Vachon, Marie-Ève Arbour, Éric Desaulniers, Frédéric Raymond, Marc-Urbain Proulx, Chantal Tardif, Dave Gosselin, Cadleen Désir	MEIE

Question **69**

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
31) Comité interministériel afin de débiter une réflexion sur la modernisation du régime de fabrication de boissons alcooliques prévu à la Loi sur la société des alcools du Québec.	Dans le cadre de la mesure 12 du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025, le comité a pour mandat d'identifier et d'évaluer les pistes de modernisation des permis afin d'alléger et d'assurer une cohérence législative, en fonction des rôles de chaque partenaire et des différents régimes de fabrication (types de produits, quantité d'hectolitre produits, qualité).	MEIE, RACJ, MFO, SAQ, MAPAQ, MJQ	MEIE RACJ MFO
32) Comité mixte MEIE-MES sur l'enseignement des sciences et des technologies	Renforcer et enrichir l'enseignement des sciences et des technologies, soutenir l'offre en animation et en culture scientifique des organismes de promotion de la science et de l'innovation et participer aux actions visant à soutenir l'intérêt pour les cheminements scolaires et les carrières en science et en technologie au primaire, au secondaire et à l'enseignement supérieur, dans toutes les régions du Québec.	MEIE et MES	MEIE
33) Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux, ainsi que soutenir le développement de ses membres.	Tous les ministères et organismes	SCT
34) Comité de gouvernance en ressources informationnelles	Réunir les acteurs clés de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec.	Tous les ministères et organismes	MCN
35) Réseau gouvernemental de cyberdéfense	Regroupement des chefs de la sécurité de l'information organisationnelle.	Tous les portefeuilles ministériels et grands organismes	MCN
36) Table d'architecture gouvernementale (TAG)	Fournir un lieu d'échange pour partager les expériences et des documents ainsi que permettre de démocratiser davantage l'architecture d'entreprise gouvernementale dans un contexte de transformation numérique.	Tous les ministères et organismes	MCN
37) Forum sur le cycle de vie des applications	Partager les expériences et les pratiques ainsi qu'échanger sur les différents aspects entourant le cycle de vie des applications (livraison de solutions applicatives, processus, normes, outils et infrastructures de développement et d'essais).	Tous les ministères et organismes	CNESST
38) Comité ministériel entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)	Prendre les décisions entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la FCI.	Ministres responsables des ministères suivants : MEIE, MES, MSSS et SQRC	MEIE

Question **69**

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
39) Comité interministériel de coordination Québec/FCI	Effectuer les recommandations auprès du Comité ministériel entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la FCI.	Sous-ministres adjoints des ministères suivants : MEIE, MES, MSSS et SQRC	MEIE
40) Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	FRQ, MAPAQ, MCC, MEQ, MRNF, MELCCFP, MFQ, MSSS, MTMB, MESS, MCE-SAJ	SCF-MEIE
41) Comité directeur des Prix du Québec	Approuver les orientations annuelles des Prix du Québec, incluant la prévision budgétaire, le plan de communication, le bilan des activités de communication, le rapport financier et toute autre modification à l'égard des orientations des Prix du Québec.	MEIE-MCC	MEIE-MCC
42) Comité interministériel de la recherche et de l'innovation (R-I)	Assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de recherche et d'innovation. De façon plus précise : <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à profit les expertises des ministères et tenir compte des besoins de chaque ministère en matière de recherche et d'innovation; - Favoriser la culture scientifique et d'innovation et maximiser son impact. - Soutenir et accompagner les MO afin de mieux articuler l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en recherche et innovation; Favoriser la collaboration et le partenariat pour optimiser les retombées de la recherche et de l'innovation, tant sur le plan économique, social et culturel, ainsi qu'au sein même de l'appareil public.	Tous les ministères et organismes intervenants en R-I	MEIE
43) Regroupement des directeurs généraux de l'administration	Soutenir les directeurs généraux de l'administrations, sous-ministres adjoints et vice-présidents à l'administration des ministères et organismes dans leurs actions auprès de l'organisation, collaborer avec les autorités gouvernementales à la définition et à la mise en place de politiques et de réformes; contribuer à l'amélioration de la performance au sein de l'appareil gouvernemental; favoriser le développement des compétences.	Tous les ministères et organismes	SCT

Question **70**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

Réponse :

Aucune somme n'a été dépensée par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie durant l'année.

Le Ministère suit la réalisation du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

Question **71**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

Réponse :

Au 28 février 2023, toutes les mesures du Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES) sont en place.

Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, les dépenses réalisées pour l'ensemble des mesures du PAGES totalisent 13,4 M\$.

PAGES 2020-2025		
	Mesures	Dépenses réalisées 2022-2023 (\$)
Orientation 1 Appuyer les entreprises d'économie sociale dans leur réponse aux besoins des individus et des collectivités		
1	Pôles régionaux d'économie sociale	1 930 000
2	Projets pilotes d'émergence d'entreprises d'économie sociale et d'aide technique aux OBNL en économie sociale (pôles d'économie sociale et Coopérative de développement régional du Québec (CDRQ)) - PSES - volet 1	445 948
3	Entente de partenariat pour le développement des coopératives (Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM))	4 920 000
4	Accompagnement adapté aux entreprises d'économie sociale des communautés d'expression anglaise (Mesure du secrétariat aux Relations avec les Québécois d'expression anglaise)	110 000
5	Accompagnement technique spécialisé (INNOGEC Régulier)	287 178
	Accompagnement technique spécialisé (INNOGEC Relance)	0
6	Programme de soutien à la relève collective (PSRC)	102 038
7	Assouplissements du Programme d'appui à la reprise collective d'entreprises (PARC)	n.s.p
8	Faisabilité d'un fonds d'acquisition temporaire d'entreprises pour la reprise collective	n.s.p
9	Appui aux secteurs stratégiques en entrepreneuriat collectif PSES - volet 2	999 500
10	Formation des préposés des entreprises d'économie sociale en aide à domicile	0
Sous-total		8 794 664
Orientation 2 Innover et investir en misant sur les atouts des entreprises d'économie sociale		
11	Financement de projets innovants de mutualisation PSES - volet 3	438 845
12	Cohortes d'entreprises pour l'implantation des pratiques d'affaires écoresponsables (Fonds Écoleader)	n.s.p
13	Programme de capitalisation des entreprises d'économie sociale (CAES, géré par IQ)	1 465 601
14	Congés d'intérêt Fiducie du Chantier et prêt de 10 M\$ de 2019	0
15	Programme d'immobilisation en entrepreneuriat collectif (PIEC, géré par IQ)	995 208
16	Outils de financement pour la relance (Réseau d'investissement social du Québec (RISQ))	0
17	Financement participatif (expérimentation)	38 500
Sous-total		2 938 154
Orientation 3 Mettre en valeur de l'entrepreneuriat collectif		
18	Financement du Chantier de l'économie sociale	885 000
19	Fonds étudiants pour l'expérimentation de l'entrepreneuriat collectif	n.s.p.
20	Stratégie de sensibilisation des acheteurs publics gouvernementaux et municipaux PSES - volet 4	140 000

Question **71** Suite

Réponse :

PAGES 2020-2025		
Mesures		Dépenses réalisées 2022-2023 (\$)
21	Portrait statistique	250 000
22	Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)	0
23	Centre d'excellence en économie sociale pour les communautés d'expression anglaise (Mesure du Secrétariat aux Relations avec les Québécois d'expression anglaise)	103 600
24	Rayonnement international de l'expertise québécoise en économie sociale (Mesure du ministère des Relations internationales et de la Francophonie)	325 096
25	Cadre de référence gouvernemental pour l'application des mesures et des programmes de soutien accessibles aux entreprises d'économie sociale	n.s.p.
Sous-total		1 703 696
Total		13 436 514

Question **72**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

Réponse :

Sommes octroyées par le MEIE (ou par IQ à titre de mandataire) dans le cadre du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres en 2022-2023

Secteur Industries stratégiques et projets économiques majeurs

Bénéficiaire	Mesures	Montant octroyé (\$)	Commentaires
Alliance Polymères Québec	Soutien à l'essor de l'économie circulaire	39 164	Financé dans le cadre du Programme d'appui aux secteurs stratégiques et aux créniaux d'excellence (PADS), volet 2.
Collège d'enseignement général et professionnel de St-Félicien	Soutien à l'essor de l'économie circulaire	61 826	
	Total	100 990	

Investissement Québec

Bénéficiaire	Projet	Montant octroyé (\$)
Transport Désourdy inc.	Tri à la source des matériaux CRD et gestion des matières résiduelles sur les chantiers	136 799
	Total	136 799

Question **73**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

Réponse :

La réponse à cette question se trouve à la question 44 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question **74**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 32 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Question **75**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 72 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Question **76**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

Réponse :

Le 7 février 2022, le gouvernement a annoncé la Stratégie québécoise de l'aérospatiale Horizon 2026 (SQA Horizon 2026).

Sommes octroyées par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et Investissement Québec en date du 28 février 2023

Secteur Industries stratégiques et projets économiques majeurs

Nom du bénéficiaire	Description	Montant octroyé (\$)	Année d'octroi
Aéro Montréal	Diversification Sécurité Défense Québec – Horizon 2026.	458 001	22-23
Total		458 001	

Secteur Science et innovation

Nom du bénéficiaire	Description	Montant octroyé (\$)	Année d'octroi
Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec (CRIAQ)	Production de fibres de carbone à l'aide de précurseurs recyclés ou biosourcés.	238 598	22-23
CRIAQ	Algorithme d'optimisation de l'Installation des Composants d'un avion.	173 002	22-23
CRIAQ	Validation des requis d'interfaces pour les opérateurs de station de contrôle au sol pour les drones.	484 816	22-23
CRIAQ	Navigation et surveillance imperdables pour véhicules autonomes.	1 376 054	22-23
Université de Sherbrooke	Installation pour essais d'hélices et concepts d'aéronefs non conventionnels.	115 065	22-23
Aéroport AI inc.	Aéroport AI inc. est une entreprise montréalaise qui développe des solutions d'intelligence artificielle. Elle utilise la vision par ordinateur et apprentissage profond pour surveiller les opérations au sol des aéroports et fournir des alertes de retard et des prévisions des délais afin d'optimiser la gestion des opérations sur les aires de trafic en temps réel.	40 000	22-23
Cégep Édouard-Montpetit	Construction des infrastructures et acquisition des équipements constituant un banc d'essais moteur modulaire et mobile.	5 500 000	21-22 ¹
Total		7 927 535	

¹Convention signée à la fin mars 2022.

Réponse :

Investissement Québec

Nom de l'entreprise	Forme d'intervention	Financement autorisé (\$)
Flying Whales SAS	Capital-actions ordinaire	34 155 042
Les dirigeables Flying Whales Québec inc.	Capital-actions ordinaire	20 479 561
Laboratoire Reaction Dynamics inc.	Capital-actions ordinaire	1 000 000
IA Paladin inc.	Prêt convertible en capital-actions	750 000
STELIA Aéronautique Canada Inc.	Prêt sans intérêt	7 000 000
Mecaer Amérique inc.	Prêt sans intérêt	6 000 000
Société en commandite Airbus Canada (Caution)	Prêt sans intérêt	12 700 000
SOLAXIS INGÉNIOSITÉ MANUFACTURIÈRE INC.	Contribution financière non remboursable	101 956
AAA CANADA INC.	Contribution financière non remboursable	96 950
M1 COMPOSITES TECHNOLOGY INC.	Contribution financière non remboursable	53 989
M3 SOLUTIONS TECHNOLOGIES INC.	Contribution financière non remboursable	45 000
LUXIA INNOVATION LTÉE	Contribution financière non remboursable	234 315
LIBELLULE MONDE INC.	Contribution financière non remboursable	33 400
TÉKALIA AÉRONAUTIK (2010) INC.	Contribution financière non remboursable	43 037
INFLIGHT CANADA INC.	Contribution financière non remboursable	250 000
INGENIO AEROSPACE INC.	Contribution financière non remboursable	47 050
RHEINMETALL CANADA INC.	Contribution financière non remboursable	218 348
LES SYSTÈMES SPACE CODESIGN	Contribution financière non remboursable	26 700
SOLUTIONS WISELEAP INC.	Contribution financière non remboursable	85 612
SHOCKFORM AÉRONAUTIQUE INC.	Contribution financière non remboursable	106 092
Total		83 427 052

Question **77**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

Réponse :

Aucune action n'a été réalisée ni aucune somme n'a été dépensée par le MEIE en 2022-2023, car le Plan d'action en économie numérique s'est terminé en 2020-2021.

En ce qui concerne la mise en place du programme Québec branché, la réponse sera fournie par le **Ministère du Conseil exécutif**.

Question **78**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

Réponse :

Secteur Industries stratégiques et projets économiques majeurs

Pour l'exercice 2022-2023, l'information disponible permet d'affirmer que des engagements budgétaires totalisant 16,0 millions de dollars ont été pris et/ou réalisés par le secteur Industries stratégiques et projets économiques majeurs du MEIE au 31 mars 2023 :

Nom	Description	Sommes prévues/ engagées et dépensées ¹ (M\$)
Grappe industrielle de l'aluminium du Québec (AluQuébec)	Soutien à plusieurs de ses initiatives de la SQDA.	1,75
Société d'habitation du Québec (SHQ)	Démonstration de nouveaux produits de l'aluminium dans les bâtiments.	0,375
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Démonstration de nouveaux produits de l'aluminium dans les bâtiments.	0,375
Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA)	Appui à des projets d'innovation en mode fournisseurs/clients.	11,5
Réseau Trans-AL	Projet Alu 4.0 (virage numérique des PME de l'industrie de l'aluminium).	2,0
Total		16,0

¹ Les chiffres comprennent des dépenses engagées et encourues. De plus, ils incluent les dépenses qui seront engagées et dépensées d'ici le 31 mars 2023, notamment dans le cadre d'un décret à venir pour le CQRDA (10 M\$).

Secteur Entrepreneuriat, compétitivité des entreprises et des régions

Nom	Description	Sommes prévues/ engagées (M\$)
Société de la Vallée de l'aluminium	Développement de projets au Saguenay-Lac-Saint-Jean.	0,500
Société de la Vallée de l'aluminium	Coordination du créneau d'excellence Transformation de l'aluminium.	0,120
Total		0,620

Secteur Science et innovation

Pour l'exercice 2022-2023, l'information disponible permet d'affirmer que des engagements budgétaires totalisant plus de 13 M\$ ont été pris et/ou réalisés par le Programme de soutien aux organismes de recherche et d'innovation du Ministère :

Nom	Description	Montant total de l'octroi (M\$)	Année de l'octroi	Sommes prévues/ engagées et dépensées (M\$)
Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium	Appui à des projets de recherche industrielle (47309-2).	1,126	22-23	1,068
Université du Québec à Chicoutimi	Mise à niveau de la plateforme R-D pour la caractérisation des anodes en carbone et des propriétés thermophysiques des matériaux.	0,296	22-23	- (les crédits sont sous la responsabilité du MES)
Cégep de Trois-Rivières	Agrandissement et acquisition d'équipements pour le laminage et le moulage de nouveaux alliages d'aluminium hautement performants au Centre de métallurgie du Québec.	10,689	21-22	3,378

Réponse :

Nom	Description	Montant total de l'octroi (M\$)	Année de l'octroi	Sommes prévues/ engagées et dépensées (M\$)
Cégep de Trois-Rivières	Augmentation de la capacité électrique pour l'alimentation des équipements du Centre de métallurgie du Québec.	0,501	21-22	0,158
Cégep de Trois-Rivières	Consolidation de la capacité de recherche en transformation de l'aluminium.	1	21-22	0,030
Total		13,612		4,634

Fonds de recherche du Québec

Le FRQNT soutient un programme « Projets de recherche orientée en partenariat - Production et transformation de l'aluminium » en partenariat avec le Ministère qui s'inscrit dans cette stratégie.

Titulaire	Titre	Établissement gestionnaire	Part du Fonds (\$)	Part des partenaires (\$)	Total général (\$)
Blais, Carl	Optimisation de la mise en œuvre d'un nouvel alliage d'extrusion de la série AA6000 afin d'alléger les structures entrant dans la fabrication de passerelles piétonnières et de remorques.	Université Laval	14 770	112 230	127 000
Dey, Pampa	Développement de nouvelles règles de dimensionnement optimisées pour éléments en aluminium extrudés de sections quelconques.	Université Laval	14 770	112 230	127 000
Veilleux, Jocelyn	Optimisation du thermoformage par soufflage à grande vitesse de feuilles d'aluminium.	Université de Sherbrooke	14 770	112 230	127 000
Total			44 310	336 690	381 000

Données au 20 février 2023.

Investissement Québec

Pour les interventions effectuées à même les fonds propres d'Investissement Québec, veuillez vous référer aux documents d'Investissement Québec – Renseignements particuliers à la question 67 de l'opposition officielle.

Pour les interventions du Fonds du développement économique, la réponse à cette question est incluse à la question 12 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question **79**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.

Réponse :

Plan d'action pour la relance des exportations (PARE)

- Le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) poursuit l'appui financier des organismes de concertation et de promotion sectoriels et régionaux de l'écosystème d'exportation, tels que le Bureau de promotion des produits du bois du Québec, les organismes régionaux de promotion des exportations (ORPEX) et les associations industrielles.
 - En 2021, le MEIE s'est engagé à octroyer 7,8 M\$, sur trois ans, aux 20 ORPEX du Québec, sous la forme de soutien au fonctionnement pour la prestation d'un service régional de promotion des exportations, incluant la période 2022-2023 (2021-2022 à 2023-2024).
 - Les ORPEX réalisent également pour la première fois des projets collaboratifs spéciaux, dont un mentorat accéléré en commerce numérique pour une cohorte de 75 entreprises québécoises.
 - Des organismes sectoriels, dont la grappe Propulsion Québec, ont obtenu de l'appui du ministère pour la réalisation d'activités aux bénéfices des entreprises, afin de les sensibiliser à l'exportation, la réalisation d'études sur le potentiel de marchés ou pour l'accompagnement d'entreprises en mission commerciale.
- Au 24 février 2023, 45 aides financières ont été octroyées à des projets d'organismes de développement économique afin d'appuyer les entreprises dans leur commercialisation hors Québec, ce qui représente plus de 4,3 M\$.
- En 2022-2023, un total de 730 aides financières non remboursables ont été octroyées à des entreprises pour appuyer leur commercialisation au Québec ainsi que dans les marchés canadiens et internationaux par l'entremise du Programme de soutien à la commercialisation et à l'exportation (PSCE), ce qui représente des engagements de plus de 70 M\$.
- Le Ministère a effectué des activités de promotion et d'information afin de faire connaître les bénéfices ainsi que les opportunités à saisir par les entreprises québécoises découlant des accords commerciaux en vigueur. Il a notamment présenté aux délégations du Québec en Europe, aux bureaux de Toronto, de Moncton, ainsi qu'à des représentants d'Investissement Québec International (IQI), un bilan des cinq premières années de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne) afin de leur partager les opportunités ciblées pour les entreprises québécoises sur ce marché.
- Montréal International (MI) et Québec International (QI) continue de recevoir un soutien financier pour leurs activités de prospection des investissements directs étrangers (IDE).
 - En mars 2021, MI a reçu 3,6 M\$ et QI 1,9 M\$ du MEIE pour leurs activités de prospection des IDE pour une période de trois ans incluant la période 2022-2023 (2021-2022 à 2023-2024).
- IQI a effectué des suivis auprès de 700 grands exportateurs et PME performantes du Québec ayant un fort potentiel d'impact à l'exportation afin de leur offrir un appui dans leur développement d'affaires sur les marchés hors Québec et contribuer ainsi à faire croître les exportations du Québec.
- IQI a consolidé ses services d'intelligence d'affaires et d'accompagnement des entreprises sur les marchés publics hors Québec. Ces services incluent l'analyse de marché selon les secteurs de marchés et géographies visées, la veille stratégique d'opportunités d'affaires, l'analyse de dossiers d'opportunités spécifiques, l'accès à une plateforme de détection personnalisée, et la validation de programmes et projets permettant un maillage avec des donneurs d'ordres publics et grands bailleurs de fonds internationaux.
 - Plus de 100 entreprises exportatrices ont été appuyées pour repérer et concrétiser de nouvelles opportunités d'affaires sur les marchés publics hors Québec, notamment dans des secteurs clés innovants du Québec : transports électriques, aérospatiale, sciences de la vie, environnement, intelligence artificielle, expériences numériques.

Question **79**

Suite

Réponse :

- IQI poursuit également la mise en place d'initiatives d'amélioration du parcours client telles qu'une meilleure coordination entre les différents intervenants et l'optimisation des services aux exportateurs.
 - Mise en œuvre des principes de référencement et de collaboration entre Commerce International Québec (CIQ), le réseau des organismes régionaux de promotion des exportations (ORPEX), et IQI. Ces principes ont établi concrètement les responsabilités respectives de chaque organisme permettant d'orienter les entreprises vers le bon partenaire et d'assurer ainsi la prise en charge des projets des entreprises exportatrices en fonction de leurs besoins et de leur niveau de maturité;
 - Développement d'une page de destination afin de promouvoir les services d'IQI et diriger les entreprises exportatrices vers les bonnes ressources à l'exportation;
 - Collaboration à l'élaboration du Guide des organismes de soutien à l'exportation au Québec. Développé avec le concours des 14 principaux organismes de soutien à l'internationalisation des entreprises québécoises ayant une empreinte provinciale, ce guide présente les ressources et les organismes disponibles pour accompagner les entreprises québécoises en exportation afin de faciliter le cheminement des entrepreneurs et contribuer à leur succès dans le développement de nouveaux marchés.
- IQI a développé des outils tactiques de promotion des secteurs et des entreprises québécoises auprès de donneurs d'ordre et d'acheteurs au Canada et à l'étranger, afin de les convaincre des opportunités de faire affaires avec le Québec.
- IQI a réalisé plus de 3 000 accompagnements d'entreprises québécoises sur les différents territoires desservis afin de promouvoir des exportateurs québécois à l'étranger ainsi que les mettre en relation avec des clients et des partenaires d'affaires.
 - Ces réalisations ont permis de concrétiser plus de 2 milliards de dollars en 2022-2023 de ventes fermes hors Québec générées par les entreprises soutenues par l'accompagnement spécialisé et par un appui financier à l'exportation.

Vision internationale du Québec

En ce qui a trait à la vision internationale du Québec, la réponse à cette question sera fournie par le **ministère des Relations internationales et de la Francophonie**.

Réponses du MRNF pour le secteur de l'Énergie
qui a été transféré au MEIE le 20 octobre 2022

Les données présentées dans cette section sont établies en fonction des résultats au 28 février 2023. Par ailleurs, celles-ci concernent les secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022 daté du 20 octobre 2022.

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapport de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits de carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

3. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

4. LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

TABLE DES MATIÈRES

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

6. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2022-2023, EN INDIQUANT :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

7. LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

TABLE DES MATIÈRES

8. **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 :**
- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilés par catégorie (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
9. **POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :**
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

TABLE DES MATIÈRES

10. **CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :**
 - a) les coûts estimés par année;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie du plan de déploiement.

12. **DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :**
 - a) le coût des contrat téléphoniques;
 - b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
 - e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone, ou autre type de téléphone intelligent);
 - f) le coût d'acquisition des appareils;
 - g) le coût d'utilisation des appareils;
 - h) les noms des fournisseurs;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

13. **CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION), POUR L'ANNÉE 2022-2023, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 :**
 - a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
 - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
 - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) le nombre de personnes ayant leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

TABLE DES MATIÈRES

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employé permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

14. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

16. CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023, FOURNIR :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d'entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

17. POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2022-2023, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

TABLE DES MATIÈRES

20. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2023-2024.
- 21 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2023-2024.
23. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25. LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

TABLE DES MATIÈRES

26. **POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :**
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par secteurs et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - h) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - i) le responsable du contenu sur le site.
27. **POUR 2022-2023, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :**
- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes et organismes rencontrés;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste (frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.).
31. **L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2023-2023.**
33. **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2022-2023, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ET 2024-2025 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**
34. **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENT, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.**

TABLE DES MATIÈRES

36. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.
41. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023, LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).
43. POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :
- a) la date;
 - b) la nature;
 - c) les questions posées;
 - d) les réponses;
 - e) la firme retenue;
 - f) les coûts.
44. POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :
- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
 - b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
45. TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.
46. AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION :
- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
 - b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
 - c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

TABLE DES MATIÈRES

51. AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2022-2023, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :
- a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
 - b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
 - c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
 - d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
 - e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaines; 5 jours par semaine.
52. SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.
54. POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS DE LA FIRME MCKINSEY ET COMPAGNIE :
- a) copie du contrat;
 - b) date de fin prévue du contrat;
 - c) valeur prévue du contrat;
 - d) sommes dépensées à ce jour.
55. POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS D'UNE FIRME DE CONSULTATION :
- e) copie du contrat;
 - f) date de fin prévue du contrat;
 - g) valeur prévue du contrat;
 - h) sommes dépensées à ce jour.
58. INDIQUER LE NOMBRE ET LA VALEUR MONÉTAIRE DES CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES-CONSEILS, FOURNIR LESDITS CONTRATS LE CAS ÉCHÉANT.
59. INDIQUER LE MONTANT DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES ENTRAINÉES PAR LA PANDÉMIE COVID-19.
60. INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42^E LÉGISLATURE.

TABLE DES MATIÈRES

61. **INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER LA LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.**
62. **INDIQUER LA VALEUR DES CONTRATS TOTAUX EN SOUS-TRAITANCE AINSI QUE LA PROPORTION DU TRAVAIL EFFECTUÉ PAR DES SOUS-TRAITANTS.**
63. **INDIQUER LA VALEUR TOTALE DES SERVICES TARIFÉS, ET VENTILER PAR CATÉGORIE.**
65. **INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.**
66. **LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2022-2023 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICULE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES OUBLICS, EN INDIQUANT :**
 - a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande.
68. **POUR 2022-2023, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE, POUR CHAQUE PERSONNE :**
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
69. **LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.**

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux

*Les réponses aux questions ci-dessous sont incluses dans le cahier du ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

Numéro de la question	Libellé
QG_02	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
QG_05	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense ; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.
QG_11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
QG_13_P	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.
QG_15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation; h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
QG_18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux

*Les réponses aux questions ci-dessous sont incluses dans le cahier du ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

Numéro de la question	Libellé
QG_19	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
QG_22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.
QG_24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.
QG_28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
QG_29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
QG_30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
QG_32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
QG_35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
QG_37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
QG_38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
QG_39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
QG_40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
QG_42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
QG_47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux

*Les réponses aux questions ci-dessous sont incluses dans le cahier du ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

Numéro de la question	Libellé
QG_48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: h) Plan d'action de développement durable.
QG_49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.
QG_50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
QG_53	Concernant toutes mesures des soutiens aux employés en matière de santé mentale, a) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
QG_56	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.
QG_57	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
QG_64	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
QG_67	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 1 : LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 : A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR; B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION; C) LES PERSONNES RENCONTRÉES; D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.); E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION; F) LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE; G) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS; H) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT; - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; I) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

Informations relatives aux secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

Ville	Nom	Date	Nombre de jours	Objet et but du voyage	Coût total
St. John's (Terre-Neuve et-Labrador)	Étienne Chabot Directeur général	2022-07-05	4	Le Québec a assumé la coprésidence de la Conférence des ministres de l'Énergies et des Mines en 2022 et accueillera celle-ci au Québec en 2023. La rencontre était l'occasion de rencontrer des personnes clés au gouvernement fédéral en vue de préparer la rencontre et de tenir des rencontres bilatérales avec nos homologues des autres provinces et territoires.	1 793 \$
Allemagne Belgique Pays-Bas	Dominique Deschênes Sous-ministre associée Marie-Claude Bourget Directrice	2022-09-18	11	Participation a une conférence donnée par la sous-ministre associée dans le cadre de l'Hydrogen dialogue et pour une mission exploratoire incluant une rencontre avec des représentants d'entités gouvernementales et privées du Benelux concernant notamment l'hydrogène et la présentation de la Stratégie québécoise de l'hydrogène vert et biocarburant et participation European Sustainable Energy Week : Going green and digital for Europe's energy transition à Bruxelles.	10 157 \$

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18) <https://mern.gouv.qc.ca/ministere/acces/document-diffuses-systematiquement/>. En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 3 : LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2022-2023, ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024; B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; F) LES NOMS DES FOURNISSEURS INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). <https://mrnf.gouv.qc.ca/ministere/acces/document-diffuses-systematiquement/>.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère (<https://mrnf.gouv.qc.ca/ministere/acces/document-diffuses-systematiquement/>).

Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 4 : LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT : PAR LE CABINET MINISTÉRIEL : A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT. PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT. PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE : I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ; K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.; M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

SECTEUR ÉNERGIE

TYPE : CONFÉRENCE DE PRESSE	LIEUX	BUT VISÉ	LISTE DES FOURNISSEURS	COÛTS (k\$)
Lancement de la stratégie hydrogène vert et bioénergie	Québec	Informé	Cabinet de relations publiques National inc., Le	8,4
Annonce d'un soutien financier à Ciment Québec	Saint-Basile	Informé	Fonds des biens et des services	2,7
Attribution d'un soutien financier à l'entreprise Groupe Lebel pour un projet d'usine *	Cacouna	Informé	Amusements Cyclone	2,2
* Annonce en collaboration avec le secteur Forêts du ministère des Ressources naturelles et des Forêts			Municipalité de Cacouna	
			Banque Nationale - Mastercard	
TYPE : ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES	LIEUX	BUT VISÉ	LISTE DES FOURNISSEURS	COÛTS (k\$)
Forum GNR 2022	Drummondville	Informé	Fonds des biens et des services	1,5
			Location Sauvageau	
			Banque Nationale - Mastercard	

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 6 : LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL, EN 2022-2023, EN INDIQUANT : A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT; E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; F) L'ÉCHÉANCIER; G) DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS. LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Informations relatives aux secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

Contrats de service professionnels engagés au Fonds des ressources naturelles 0826 (1 000 \$ et plus)

Secteur	Adjudicataire	Montant du contrat (\$)	Objet du contrat
SITE-MEIE	École nationale d'administration publique (ENAP)	3 400	Réalisation du Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chefs d'équipe
SITE-MEIE	Agat Laboratories Ltd	24 500	Tests laboratoire pour puit C071 pour puits d'hydrocarbures abandonnés ou dit inactifs
SITE-MEIE	Gardner, Christine (traduction)	1 085	Traduction du programme d'indemnisation des titulaires d'une licence révoquée - PL21
SITE-MEIE	Isobrine Solutions	24 975	Analyses isotopiques effectuées en laboratoire afin d'obtenir les informations requises à la suite des analyses d'intégrité et à la fermeture des puits inactifs
SITE-MEIE	EnerAxion	24 500	Étude sur le potentiel d'optimisation de la production d'électricité par les centrales hydroélectriques de 50 MW et moins

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>. De plus, pour les contrats de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://mrnf.gouv.qc.ca/>

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 7 : LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE
OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE; B) LA GRILLE
D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS; C) LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE
CHOIX; D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT; E) LE CAS ÉCHÉANT, LES
APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 8 : POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 : A) LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES OEUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT; B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE); C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS; D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ; E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT; F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT; G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT; H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : <https://www.mrnf.gouv.qc.ca>

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 09 : POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER : A) LE NOM DU PROJET; B) LA NATURE DU PROJET; C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS; M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Aucune information à divulguer concernant les secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 9 M) : POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES
INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE,
INDIQUER LE NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI
EN 2022-2023.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Nombre de pénalités appliquées en 2022-2023	Type de pénalité
0	s. o.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 10 : CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR : A) LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE; B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES; C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ; D) LA LISTE DES FOURNISSEURS; E) UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, conformément au décret 1641-2022.

	Coût total 2022-2023 (k\$)
B) Hébergement de données en infonuagique	40,2
C) Pénalités pour dépassement de capacité	0,0

D) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 12 : DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE : A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU; E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT); F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS; G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; H) LES NOMS DES FOURNISSEURS; I) LES ORDINATEURS PORTABLES; J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Informations relatives aux secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.	En milliers (\$)
Coûts d'acquisition des appareils en 2022-2023	3,5
Coût d'utilisation des appareils ¹	2,4
Coût des contrats téléphoniques	2,3
Coûts d'itinérance, inclus dans le coût d'utilisation ci-dessus ¹	0,1
Coûts de dépassements des forfaits de données, inclus dans le coût d'utilisation ci-dessus ¹	0,0
Coûts de résiliation, inclus dans le coût d'utilisation ci-dessus ¹	0,0

¹ Le coût d'utilisation des appareils inclut les coûts d'itinérance, les coûts de résiliation et les coûts de dépassements des forfaits de données.

Pour les questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <http://mrmf.gouv.qc.ca/ministere/acces/document-diffuses-systematiquement/>.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 13 AB) : CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR 2022-2023 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024: LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS ET DE 35 ANS ET MOINS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 13 C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC) : LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL; F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 13 D) : LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 13 H) : LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 13 : I) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 13 : J) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR; K) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 13 M) : LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 13 N) : LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 13 O): LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Aucun emploi n'a été aboli au net pour le secteur de l'Énergie au cours de l'année financière 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 13 Q) : LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉS PAR RÉGION.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Le ministère s'assure désormais de respecter la cible d'heures rémunérées octroyée par le Conseil du trésor. Le suivi des postes vacants n'existe plus.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 14 A) : POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2022-2023 ET LES
PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024 DE : A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES
INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 14 B) : LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Informations relatives aux secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

Nombre de remplacements possibles : 4

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 14 C) : LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

**Informations relatives aux secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
conformément au décret 1641-2022.**

Nombre de retraités engagés pour un ou des contrats : 0

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 16 : CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE EN 2022-2023, FOURNIR : A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Le secteur de l'Énergie n'a aucun actif immobilier excédentaire inoccupé.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures :

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 17 : POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2022-2023, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT : A) LES DATES DES TRAVAUX; B) LES COÛTS; C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription, la direction générale et la haute direction, aucun travaux ont été effectués.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 20 : LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE : A) LE NOM DE LA PERSONNE; B) LE POSTE OCCUPÉ; C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE; E) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; F) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU; G) LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ces renseignements renferment des informations personnelles confidentielles au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Il est donc impossible de donner accès à ces renseignements.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 21 : LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : A) LE POSTE INITIAL; B) LE SALAIRE; C) LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; D) LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ; E) LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 23 : LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT : A) LE NOM DE LA PERSONNE; B) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME; C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D) L'ASSIGNATION INITIALE; E) L'ASSIGNATION ACTUELLE; F) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; G) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Il n'y a aucun employé rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux ou autres.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 25 : LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS
POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS OU CULTURELS, LES BILLETS
D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS
PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Le Ministère n'a effectué aucune dépense de cette nature en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 26 : POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A) LE NOM DU SITE WEB; B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES; H) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; I) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Informations relatives aux secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

Site	Concepteurs du premier site	Coût de construction du site en 2022-2023 (k\$)	Coût d'entretien du site en 2022-2023 (k\$)	Nombre de refontes	Coût de la refonte si effectuée en 2022-2023 (k\$)	Coûts liés à la réservation de noms de domaines du site en 2022-2023 (k\$)	Critères pour justifier la refonte
Énergie							
Système d'informations géoscientifiques pétrolier et gazier	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles – interne	-	22,0	-	-	0,0	
Hydrocarbures	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - interne	-	3,3	-	-	0,0	

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 27 : POUR 2022-2023, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT : A) LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES; B) LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS; C) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; D) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; E) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; F) LES COÛTS VENTILÉS; G) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

Aucune information à divulguer concernant les secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 31 : L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 33 : POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2022-2023,
AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ET 2024-2025, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN
AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES
SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE
MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Aucune information à divulguer concernant les secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 34 : POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Aucun montant pour des primes au rendement et bonis pour l'exercice financier 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 36 : POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT DES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Cadres : 5123 \$ (montant versé en 2022-2023 concernant un départ en 2021-2022)

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 41 : POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 43 : POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :
A) LA DATE; B) LA NATURE; C) LES QUESTIONS POSÉES; D) LES RÉPONSES; E) LA FIRME RETENUE; F) LES COÛTS.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Veillez vous référer à la question particulière # 7 du premier groupe d'opposition - section ressources naturelles.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 44 : POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU
L'ORGANISME, INDIQUER : A) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS
COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT; B) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES
MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Informations relatives aux secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

Type	Pourcentage (%)	Coût (k\$)
Médias communautaires	0,0%	0,0
Internet	100%	8,0
Médias sociaux *	8,7%	0,7

* Les dépenses publicitaires sur les médias sociaux sont incluses dans le total de dépenses publicitaires sur Internet.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 45 : TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Pour les secteurs transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022, aucun montant n'a été dépensé par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre de ses activités au cours de l'exercice 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 46 : AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION :

A) FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2022-2023; B) NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS EN RÉGION EN 2022-2023 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION; C) NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 51 : AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2022-2023, AU SEIN DU MINISTÈRE: A) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME; B) NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; C) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2023; D) PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ; E) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT : 1 JOUR PAR SEMAINE, 2 JOURS PAR SEMAINE, 3 JOURS PAR SEMAINE, 4 JOURS PAR SEMAINE, 5 JOURS PAR SEMAINE.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 52 : SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX
EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

	2022-2023
Remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail	352 \$

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 54 : POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS EN 2022-2023 AUPRÈS DE LA FIRME MCKINSEY ET COMPAGNIE : A) COPIE DU CONTRAT; B) DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT; C) VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT; D) SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.mrnf.gouv.qc.ca>

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 55 : POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 OU AYANT COURS
EN 2022-2023 AUPRÈS D'UNE FIRME DE CONSULTATION : A) COPIE DU CONTRAT; B) DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT; C) VALEUR
PRÉVUE DU CONTRAT; D) SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.mrnf.gouv.qc.ca>

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 58 : INDIQUER LE NOMBRE ET LA VALEUR MONÉTAIRE DES CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES-CONSEILS;
FOURNIR LESDITS CONTRATS LE CAS ÉCHÉANT.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.mrnf.gouv.qc.ca>

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 59 : INDIQUER LE MONTANT DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES ENTRAINÉES PAR LA PANDÉMIE DE
COVID-19.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 60 : INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT
DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42^e LÉGISLATURE.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

QUESTION GÉNÉRALE # 61 : INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Informations relatives aux secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

Les montants perçus concernent uniquement des infractions dont la gestion est assurée par la direction générale du Bureau des infractions et des amendes (BIA) du ministère de la Justice.

	2022-2023 (k\$)
Montants perçus par le BIA	0

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 62 : INDIQUER LA VALEUR DES CONTRATS TOTAUX EN SOUS-TRAITANCE AINSI QUE LA PROPORTION DU
TRAVAIL EFFECTUÉ PAR LES SOUS-TRAITANTS.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère: <https://www.mrnf.gouv.qc.ca>

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 63 : INDIQUER LA VALEUR TOTALE DES SERVICES TARIFÉS, ET VENTILER PAR CATÉGORIE.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 65 : INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 66 : LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2022-2023 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D) LE MONTANT ACCORDÉ; E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

**QUESTION GÉNÉRALE # 68 : POUR 2022-2023, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE.
POUR CHAQUE PERSONNE : A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

Pour les secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022, il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
QUESTION GÉNÉRALE # 69 : LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES
MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Aucune information à divulguer concernant les secteurs du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles transférés au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie conformément au décret 1641-2022.

economie.gouv.qc.ca